

Doris Leuthard mise sur YouTube pour inciter les jeunes à voter

CIVISME La conseillère fédérale estime que les jeunes ne sont pas séduits par l'information officielle lors des votations.

Les jeunes ont du mal à s'intéresser à l'information officielle fournie par le Conseil fédéral. Qui le dit? La conseillère fédérale Doris Leuthard. «C'est pourquoi nous étudions la possibilité de diffuser des films sur YouTube pour les votations», a-t-elle déclaré lors du quatrième Swiss Media Forum de Lucerne.

Miser sur YouTube pour inciter les jeunes à voter, bonne ou mauvaise idée? «Bonne idée, répond Gaël Bourgeois, collaborateur campagnes et communication du Parti socia-

liste. Dans une votation, tout le monde doit s'y retrouver. Si un jeune constate que d'autres jeunes regardent des vidéos, partagent des liens, il s'intéressera plus facilement à la chose politique.»

Le conseiller national Mathias Reynard (PS/VS) salue lui aussi l'idée de la conseillère fédérale. «Le matériel explicatif fourni lors des votations n'est pas adapté aux jeunes. Les termes sont beaucoup trop techniques.» L' élu rappelle qu'il existe déjà des brochures produites spécialement pour les jeunes. «Des communes vaudoises et neuchâtoises en fournissent à leurs habitants. Je suis enseignant dans le secondaire. J'ai obtenu le feu vert pour en distribuer à mes étudiants. Je

pense que toutes les initiatives dont le but est de pousser les jeunes à voter doivent être soutenues.»

L'exemple de Barack Obama

S'il appuie les propos de Doris Leuthard, le politologue Louis Perron souligne que poster une vidéo sur YouTube n'est pas une garantie de succès. «Le film doit contenir une vraie plus-value. Aux Etats-Unis, par exemple, le président Barack Obama a choisi les réseaux sociaux pour annoncer que Joe Biden serait son vice-président.»

Le conseiller politique ajoute que, si le Conseil fédéral décide d'exploiter un nouveau canal, il doit l'alimenter régulièrement. «C'est ainsi qu'on fidélise les gens.»



Doris Leuthard veut utiliser YouTube pour intéresser les jeunes citoyens. Urs Lindt/freshfocus

Sociologue et chercheur spécialisé dans les nouvelles technologies à l'Université de Genève, Sami Coll estime que la proposition de Doris Leuthard constitue un changement de paradigme. «Une institution on ne peut plus officielle qui utiliserait un canal privé, qui plus est américain, ce ne serait pas anodin.» Le déplore-t-il? «Disons que je m'interrogerais. La Suisse se rendrait vulnérable. Google aurait le pouvoir de décider qui a accès à l'info et pourrait placer de la pub sur le message.»

Et Sami Coll de préciser que «le Conseil fédéral ne fera pas l'économie d'un vrai travail s'il souhaite utiliser YouTube. Il devra adapter son message, le rendre agréable, cool, vivant.»

F. C.